

CONDITIONNALITE
Bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE)
Maintien des particularités topographiques

Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013, notamment son article 93 et son annexe II
Article D615-50-1 du code rural et de la pêche maritime
Article 4 de l'arrêté modifié du 24 avril 2015 relatif aux règles de bonnes conditions agricoles et environnementales

Formulaire de déclaration préalable de suppression, déplacement ou remplacement de haie

NOM, PRÉNOMS OU RAISON SOCIALE :

.....

ADRESSE.....

.....

Ci après « l'exploitant » identifié par le n° PACAGE 0580.....

et par le n° SIRET.....

Déclare :

la suppression, sans réimplantation, d'un linéaire de haies pour le motif suivant (joindre les pièces justifiant la destruction) :

création d'un nouveau chemin d'accès rendu nécessaire pour l'accès et l'exploitation de la parcelle, dans la limite de 10 mètres de large

création ou agrandissement d'un bâtiment d'exploitation justifié par un permis de construire

gestion sanitaire de la haie décidée par le préfet

défense de la forêt contre les incendies décidée par le préfet

réhabilitation d'un fossé dans un objectif de rétablissement d'une circulation hydraulique

travaux déclarés d'utilité publique

opération d'aménagement foncier avec consultation du public, en lien avec des travaux déclarés d'utilité publique (*organisme prescripteur :*)

le déplacement d'un linéaire de haies pour le motif suivant (joindre les pièces justifiant le déplacement) :

déplacement pour un meilleur emplacement environnemental de la haie

Motif et, le cas échéant, organisme :

.....

.....

transfert de parcelles entre deux exploitations

le remplacement d'un linéaire de haies (destruction d'une haie et réimplantation au même endroit d'une autre haie)

Motif :

.....

.....

Description de la suppression, du déplacement ou du remplacement (préciser notamment dans le tableau la localisation des îlots / parcelles et le linéaire de haies concernés) :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Campagne PAC concernée :

HAIES À SUPPRIMER, DÉPLACER OU REMPLACER		
Îlot PAC	Parcelle	Linéaire (mètres)
TOTAL LINEAIRE (mètres) :		

HAIES À IMPLANTER EN COMPENSATION (en cas de déplacement)		
Îlot PAC	Parcelle	Linéaire (mètres)
TOTAL LINEAIRE (mètres) :		

Ale.....

Je certifie que les renseignements figurant dans le présent imprimé sont sincères et véritables et je joins les pièces justificatives correspondantes.

La signature est précédée des mentions manuscrites « lu et approuvé »
Le signataire est l'exploitant, ou le gérant en cas de forme sociétaire, ou tous les associés en cas de GAEC.

REGLES RELATIVES AU MAINTIEN DES HAIES

(Déclaration de suppression, déplacement ou remplacement)

NOTICE EXPLICATIVE

Les agriculteurs qui demandent les aides soumises aux règles de la conditionnalité prévues par la politique agricole commune sont tenus de maintenir leurs haies d'une largeur inférieure ou égale à 10 mètres.

Rappel : la haie est définie comme une unité linéaire de végétation ligneuse, implantée à plat, sur talus ou sur creux, avec une présence d'arbustes, et, le cas échéant, une présence d'arbres et/ou d'autres ligneux (ronces, genêts, ajoncs...) ou avec une présence d'arbres et d'autres ligneux (ronces, genêts, ajoncs...).

La suppression, le déplacement ou le remplacement d'une haie n'est autorisé que dans les conditions prévues à l'article 4 de l'arrêté du 24 avril 2015 relatif aux règles de bonnes conditions agricoles et environnementales.

À l'exception d'un cas de déplacement dans la limite de 2 % du linéaire de l'exploitation ou de 5 mètres par campagne, une déclaration préalable est requise.

Qui est concerné ?

Ce formulaire est à compléter si vous projetez une action de suppression, déplacement ou remplacement d'un linéaire de haies faisant l'objet d'une obligation de maintien au titre de l'article D.615-50-1 du code rural et de la pêche maritime.

Quel document joindre ?

A ce formulaire, vous devez joindre tout document permettant de justifier la destruction ou le déplacement du linéaire de haies, notamment :

- le registre parcellaire graphique PAC de l'année en cours en indiquant en rouge la localisation des haies à supprimer et le cas échéant (déplacement de la haie) les haies à créer en vert en précisant les mètres linéaires détruits et créés (la longueur des haies à créer doit être au moins égale à la longueur de haies détruites).

- dans le cas de travaux nécessitant une étude réalisée par un organisme reconnu vous devez joindre tout document émanant de cet organisme justifiant les travaux envisagés,

- dans le cas d'une création ou agrandissement d'un bâtiment, joindre une copie de la décision d'acceptation de la demande de permis de construire,

- dans le cas de travaux déclarés d'utilité publique, joindre la déclaration d'utilité publique.

Rappel : la replantation doit être réalisée préalablement à la destruction

Quand renvoyer ce formulaire ?

Ce formulaire doit être transmis préalablement à toute action de suppression, déplacement ou remplacement d'un linéaire de haies faisant l'objet d'une obligation de maintien au titre de l'article D.615-50-1 du code rural et de la pêche maritime (sauf en cas de déplacement de haies dans la limite de 2 % du linéaire de l'exploitation ou de 5 mètres par campagne) à l'adresse suivante :

DDT - Service Economie Agricole
Bureau des aides et des contrôles
2 rue des Pâtis – BP30069
58020 NEVERS cedex

ou par courriel à : ddt-pac@nievre.gouv.fr

Si cette déclaration n'est pas effectuée, les contrôles conditionnalité de cette norme BCAE établiront un cas de non-respect à l'obligation de déclaration préalable pour un déplacement, un remplacement ou une destruction de haies.

Précisions utiles

Certains motifs de destruction ou de déplacement sont établis dans un cadre réglementaire particulier :

- la gestion sanitaire de la haie décidée par le préfet répond aux dispositions visées au livre II du code rural et de la pêche maritime
- la défense de la forêt contre les incendies décidée par le préfet répond aux dispositions visées au titre III du code forestier
- une opération d'aménagement foncier avec consultation du public, en lien avec des travaux déclarés d'utilité publique, doit faire l'objet d'un conseil environnemental de la part de l'un des organismes visés à l'annexe VI de l'arrêté modifié du 24 avril 2015 relatif aux règles de bonnes conditions agricoles et environnementales
- le déplacement pour un meilleur emplacement environnemental de la haie doit être justifié sur la base d'une prescription dispensée par un organisme visé à l'annexe VI de l'arrêté modifié du 24 avril 2015 relatif aux règles de bonnes conditions agricoles et environnementales ou prévu dans un plan de développement et de gestion durable ou au titre d'une procédure liée à un document d'urbanisme et conseillée par un organisme visé à l'annexe VI de l'arrêté modifié du 24 avril 2015 relatif aux règles de bonnes conditions agricoles et environnementales